

MISSION PALESTINE

Birzeit, une université pour une Palestine libre et indépendante

→ par Séraphin Alava, professeur à l'université Toulouse Jean-Jaurès

Dans le cadre des activités de solidarité et de lutte internationale, notre syndicat a mis sur pied du 9 au 13 mai 2016 une mission de coopération et de soutien à nos collègues universitaires de Palestine.

La mission de soutien s'est déroulée avec un triple objectif : a) témoigner de la répression israélienne contre les universitaires et les étudiants ; b) explorer les pistes d'une coopération universitaire ; c) faire le point avec le syndicat de l'enseignement supérieur palestinien sur les actions de Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) dans le monde.

La coopération universitaire représente le poste le plus important du consulat de France à Jérusalem. Un programme de bourses pour la mobilité des étudiants palestiniens en France est mis en œuvre (50 boursiers). Les étudiants doivent répondre à des critères d'excellence, mais aussi sociaux tout en ayant des moyens financiers pour subvenir à leurs besoins. Le bilan de cette coopération est mitigé. Les problèmes permanents avec les autorités

israéliennes limitent cette possibilité (difficultés à trouver les villes et les universités partenaires et dans l'accession aux critères d'excellence des étudiants de Gaza). Nous avons perçu des grandes différences entre les universités (la plupart privées). La coopération se réalise de façon excellente à l'université de Birzeit grâce à un consortium de quinze universités françaises. Birzeit a accueilli des professeurs français de Nanterre. Le ministère des Affaires étrangères français soutient la formation des futurs dirigeants de l'État palestinien.

Concernant la mobilité en France, l'université de Birzeit coopère au programme de bourses avec le consulat. L'activité de recherche est suspendue car seulement 10 % des étudiants sont francophones et parce que l'information sur ce programme est insuffisamment diffusée. Birzeit est une

université laïque, privée mais gouvernementale. L'autorité palestinienne y exerce peu d'influence. Cette situation favorable ne doit pas faire oublier les problèmes croissants. L'occupation israélienne compromet la liberté d'expression, la mobilité géographique des enseignants et des étudiants. Du point de vue interne, l'immobilité des élites palestiniennes laissent peu de place à la jeunesse. Les actions de grève enseignante, la mobilisation étudiante sont les signes d'une contestation de l'autorité palestinienne. Enfin, la campagne de BDS a un grand impact dans le pays. Le gouvernement israélien a même nommé un ministre spécifique anti-BDS. Nos collègues expriment leur besoin vital de renforcer toutes les formes d'échanges. Notre syndicat peut être un relais, un appui dans des démarches de contact ou de coopération. ●